

Chers compatriotes.

Une société humaine sans aucune organisation politique n'a jamais réellement existé dans l'Histoire. Des épisodes anarchiques ont pu advenir mais ils n'ont laissé que le souvenir du chaos et de la mort, soulignant l'impossibilité qu'absolument tous les êtres humains d'une communauté soient capables de faire preuve d'une responsabilité individuelle sans faille, durable et simultanée. Même chez les peuples premiers qui ont pu être étudiés, il y a toujours une autorité de tutelle, un chef, des rites et des procédures qui permettent de prendre des décisions et de gérer les conflits, dans l'objectif de la perpétuation du groupe. Ainsi, le modèle de gouvernance, comme on dirait aujourd'hui, a toujours été au cœur des préoccupations des sociétés humaines. La conquête du pouvoir, sa défense, sa transmission, son contrôle, sa justesse et sa justice restent encore des questions d'actualité. Elles s'expriment par un positionnement sur le deuxième axe politique, l'axe institutionnel, sur lequel se joue le rapport dialectique entre le peuple et l'État.

La loi collective dans les sociétés humaines anciennes a longtemps résulté d'un droit coutumier oral, souvent contrôlé par les plus âgés. La sédentarisation, la propriété, les armes ont fait de la force et de la répression les outils majeurs de l'exercice du pouvoir, entraînant des modes de gouvernance de plus en plus distants et arbitraires, suscitant rancœurs et rébellions. Des castes dominantes peu nombreuses, héréditaires, se sont affirmées face à la grande majorité de la population destinée à obéir. L'invention de l'écriture par ces élites a permis de donner une valeur mystique aux lois collectives. Les religions du Livre, judaïsme, christianisme, islam, ont parfaitement utilisé l'écrit comme vecteur élitair pour imposer à la masse des illettrés des règles qui seraient inattaquables puisque dictées par Dieu. Pour le pouvoir temporel, l'écriture de lois collectives a donné lieu à des consultations plus larges, d'où a progressivement émergé l'idée de démocratie, c'est-à-dire du peuple qui serait à l'origine, qui instituerait le pouvoir et donc le contrôlerait. Il y a de multiples institutions de type démocratique

mais une chose est sûre, seule la démocratie permet, du moins en théorie, de former et de concrétiser une pensée collective à partir de la liberté individuelle de chaque citoyen.

Pourtant, en ce début de 21^{ème} siècle, les démocraties sont en crise, la française en particulier, pourtant obtenue de haute lutte à la suite de multiples changements de régime au cours du 19^{ème} siècle. Les démocraties sont victimes de deux phénomènes principaux : la tyrannie des minorités et la course à l'échalote électorale. Les revendications catégorielles de toutes sortes, grandement facilitées par les réseaux sociaux, mettent à mal la définition du bien commun, tandis que les surenchères électoralistes et communicationnelles des politiciens successifs ne permettent pas de donner un cap intelligible et durable. Les démocraties produisent aujourd'hui un indigeste gloubi-boulga politico-juridico-médiatique qui est en train de les étouffer, au point que certains osent vanter la capacité des régimes autoritaires à imposer des politiques de long terme. Les démocraties souffrent d'un sentiment profond de méfiance, voire de défiance du peuple envers ses élites qui dirigent l'État mais aussi l'économie, la culture et les médias. Il est urgent de rétablir la confiance, de renouer le lien démocratique.

Pour cela, je ferai plusieurs propositions quand j'aborderai les clefs politiques n°11 à 15 concernant les pouvoirs politiques. Je veux traiter ici un point bien particulier qui fait couler beaucoup d'encre lorsqu'on parle de démocratie, l'Union Européenne. Car la démocratie suppose la souveraineté et la construction européenne nous prive effectivement de certains éléments de souveraineté, si bien que les directives européennes seraient antidémocratiques. Depuis de nombreuses décennies, l'Union Européenne constitue d'ailleurs le bouc émissaire idéal de nos échecs et de notre déclin. Le marché unique puis l'euro nous auraient ruinés. Je ne partage pas ces analyses. Je pense que nous avons payé d'une gestion publique de court terme, idéologique, bureaucratique, élitaire, typiquement française, dans laquelle les PME et les usines ont été méprisées. Bref, nos gouvernants ont été très mauvais et l'Europe n'a rien à voir avec cela. Et puis, sans l'euro, combien de fois aurions-nous dévalué notre monnaie depuis 30 ans ? Avec nos déficits abyssaux, nous serions en très grande difficulté. En

tout cas, je pense que la construction européenne reste un gage de paix, une nécessité géostratégique incontournable. Nous avons besoin de nos amis européens pour peser face aux géants de taille continentale, le marché européen et l'euro sont des atouts à condition d'avoir des politiques économiques intelligentes. Reste à faire naître une véritable dynamique démocratique européenne pour contrôler des institutions beaucoup trop éloignées des citoyens.

Je propose la création de la Cyber-Assemblée Populaire Européenne. C'est une assemblée virtuelle qui rassemblera tous les citoyens européens de plus de 16 ans. La France la dotera d'un budget annuel de fonctionnement de 10 millions d'euros par an, qui pourra être complété par d'autres pays participants. Son utilité première sera de mettre en relation les citoyens européens sur une plateforme numérique sécurisée afin qu'ils bâtissent des projets communs, comme la création de partis politiques transnationaux. La Cyber-Assemblée Populaire Européenne aura dans un premier temps un rôle consultatif auprès de la Commission européenne et du Parlement européen, puis elle deviendra force de proposition. Elle facilitera la mise en œuvre du mécanisme de l'Initiative Citoyenne Européenne aujourd'hui trop méconnu et trop complexe. D'une façon générale, la Cyber-Assemblée Populaire Européenne préfigurera un modèle de démocratie participative qui a vocation à se développer au niveau mondial. L'Europe peut être en pointe dans cette évolution inéluctable dans laquelle les outils numériques permettront aux êtres humains de collaborer au niveau politique à des échelles continentales voire mondiales, et surtout de peser face aux organisations supranationales désincarnées et à des multinationales tellement puissantes qu'elles échappent au contrôle commun.

Voilà, la clef politique n°8, c'est l'axe institutionnel qui établit la relation entre le peuple et ses élites, en particulier celles qui gouvernent l'État. On n'a pas trouvé mieux que la démocratie pour permettre la construction d'une pensée collective respectueuse des libertés individuelles. Toutefois, les démocraties occidentales sont en crise, en proie à la contestation systématique et à une forme d'impuissance liée à l'éclatement du corps électoral. L'Union Européenne, qui reste une alliance majeure pour notre pays

mais critiquée pour son absence de cohésion, gagnerait à expérimenter de nouvelles formes démocratiques par le biais des technologies numériques. Construisons avec l'Europe la démocratie du futur.

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 7 octobre pour la clef n°9. Je vous dis donc : à bientôt !